

## Chapitre 7 : Régulations et déséquilibres macroéconomiques

### Problématiques :

I/ Quelles sont les différentes justifications de l'intervention publique dans l'économie ? Quelles sont les différentes fonctions économiques de l'Etat ? Comment s'organisent les différents niveaux d'action publique ?

II/ Quel est le poids relatif des différents budgets publics ? Comment s'équilibrent-ils ? Quels sont les risques d'un endettement public excessif ? Quels sont les impacts des budgets publics sur l'économie ? En quoi peuvent-ils modifier les incitations des acteurs économiques et leurs comportements ? Qu'est-ce que l'incidence fiscale ?

III/ Quels sont les grands déséquilibres macroéconomiques ? Qu'est-ce que l'inflation et comment la mesure-t-on ? Qu'est-ce que le chômage et comment le mesure-t-on ? Qu'est-ce qu'un déséquilibre extérieur ? Comment mesurer les échanges d'une économie avec le reste du monde ? Quels sont les objectifs des politiques conjoncturelles ? Quels sont les instruments des politiques conjoncturelles ? Que signifie mener une politique de relance et de rigueur ? Les politiques de relance sont-elles efficaces ?

### Plan :

**I/ Pourquoi la puissance publique intervient-elle dans la régulation des économies contemporaines ?**

A/ Les fonctions économiques de l'Etat : allocation, répartition, stabilisation

B/ Les différents niveaux de l'intervention publique

**II/ Comment les budgets publics permettent-il d'agir sur l'économie ?**

A/ Le fonctionnement des budgets publics

B/ Quelle est l'influence des budgets publics sur l'activité économique ?

**III/ Quelles politiques conjoncturelles ?**

A/ Quels sont les grands déséquilibres macroéconomiques ?

B/ Quels sont les objectifs des politiques conjoncturelles ?

C/ Les instruments de la politique conjoncturelle : politique monétaire et politique budgétaire

D/ Les politiques conjoncturelles sont-elles efficaces ?

### Notions :

	Notions au programme	Notions complémentaires
I/	Fonctions économiques de l'État (allocation, répartition, stabilisation)	Etat, administrations publiques, monopole naturel, politique de la concurrence, inégalités, redistribution, services publics, décentralisation, européanisation
II/	Prélèvements obligatoires, dépenses publiques, déficit public, dette publique	Budget public, impôts / cotisations sociales, impôt direct / indirect, solde budgétaire, équilibre, excédent, incitation, incidence fiscale
III/	Demande globale, chômage, déséquilibre extérieur, politique budgétaire, politique monétaire	Macroéconomie / microéconomie, Indice des Prix à la Consommation, balance commerciale, déficit / excédent extérieur, carré magique, politique de relance / de rigueur, policy mix, politique contra-cyclique, stabilisateurs automatiques, effet multiplicateur, revenu permanent, contrainte budgétaire / contrainte extérieure

# I/ Pourquoi la puissance publique intervient-elle dans la régulation des économies contemporaines ?

## **A/ Les fonctions économiques de l'Etat : allocation, répartition, stabilisation**

### 1) La fonction d'allocation des ressources

Document 1 :

<b>Divers exemples d'intervention publique</b>		
		<p>5 <b>L'Arcep salue le dynamisme concurrentiel lié à l'arrivée de Free</b></p> <p>L'autorité de régulation des communications électroniques et des postes, l'Arcep a déclaré lors d'une conférence vendredi 23 mars 2012, qu'elle "considérerait que l'arrivée de Free Mobile sur le marché a été rendue nécessaire par un trop faible niveau de concurrence entre les trois opérateurs et se dit satisfaite pour l'heure du dynamisme concurrentiel que son entrée a rendu possible". (SIX Telekurs, 26/03/12)</p>
		

Q1 : Identifiez les différentes défaillances du marché que l'Etat tente de résoudre à travers chacune des interventions publiques illustrées dans ce document.

Q2 : Expliquez pourquoi peut-on dire que l'ensemble de ces interventions publiques correspondent à la fonction d'allocation des ressources.

### 2) La fonction de répartition des revenus

Document 2 : doc. 5 p. 147

Q1 : Qu'est-ce qu'une inégalité ?

Q2 : Pourquoi l'Etat peut-il chercher à intervenir pour réduire les inégalités ?

Document 3 :

#### **Un exemple de réglementation de la répartition primaire des revenus : le salaire minimum**

Le salaire minimum vise à équilibrer la relation salariale entre l'employeur et le salarié, et à garantir une rémunération socialement acceptable du travail. De fait, il aide à réduire les inégalités en bas de l'échelle des revenus du travail. Il détermine pour ce faire une valeur travail minimale.

Philippe Askenazy, « SMIC : questions-réponses (2). Episode 2 », *La Vie des idées*, 15 avril 2008.

[En France], le salaire minimum de croissance (SMIC) est le salaire horaire en dessous duquel il est interdit de rémunérer un salarié et ce, quelle que soit la forme de sa rémunération [...]. Le SMIC assure aux salariés dont les salaires sont les plus faibles la garantie de leur pouvoir d'achat et une participation au développement économique de la Nation. Le montant du SMIC horaire brut est fixé, depuis le 1er janvier 2012, à 9,22 euros, soit 1 398,37 euros bruts mensuels sur la base de la durée légale de 35 heures hebdomadaires.

Ministère du travail, de l'emploi et de la santé, 29 décembre 2011.

Q : Pourquoi l'Etat fixe-t-il un salaire minimum ?

Document 4 : doc. 6 p. 147

Q1 : Qu'est-ce que la redistribution ?

Q2 : Quels sont les deux canaux par lesquels s'opèrent la redistribution ?

Q3 : Proposez une définition synthétique de la fonction de répartition de l'Etat.

### 3) La fonction de stabilisation de l'économie

Document 5 : doc 10 p. 149

Q : Pourquoi la crise de 1929 a-t-elle justifié des interventions de l'Etat afin de stabiliser l'économie ?

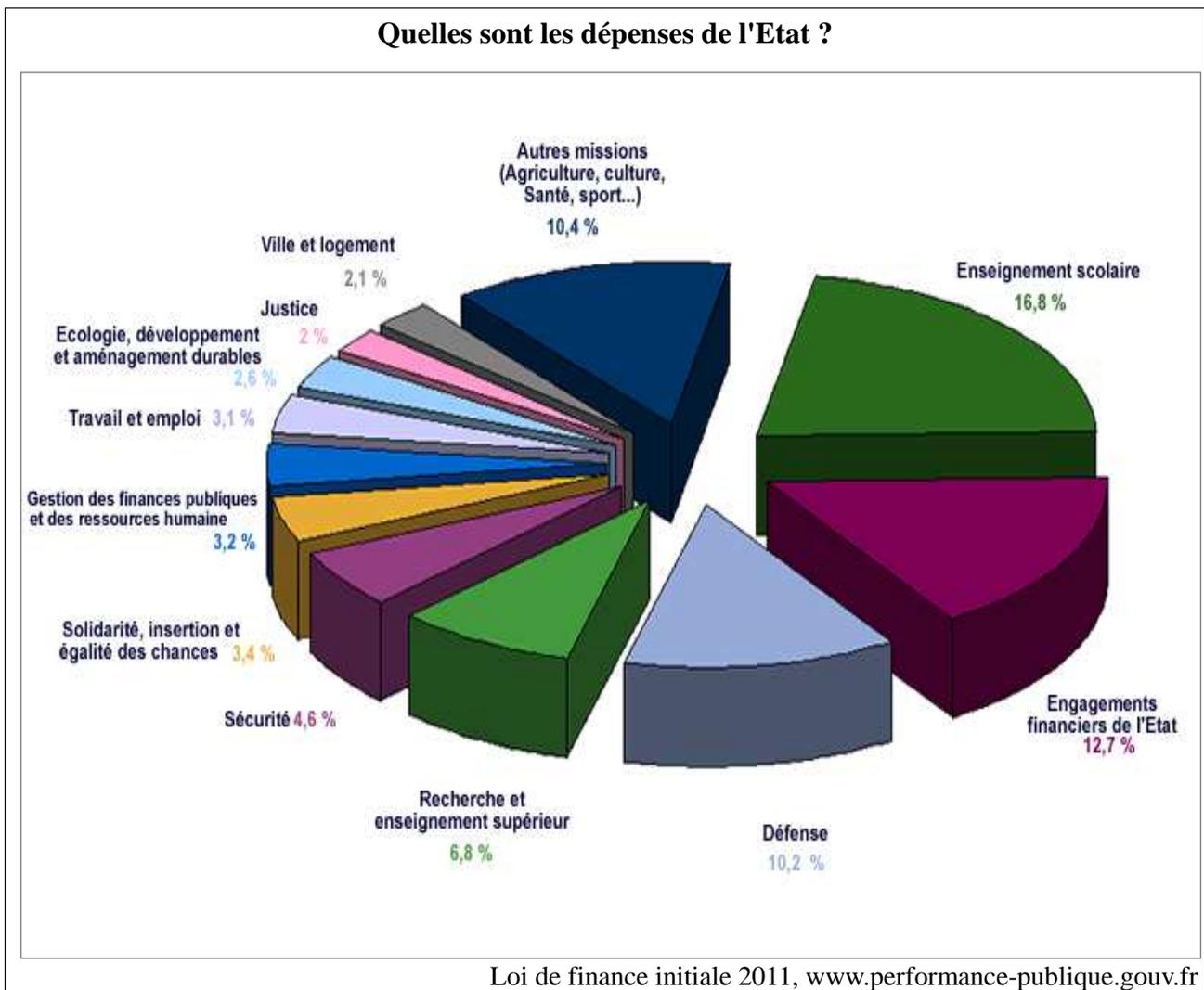
## **B/ Les différents niveaux de l'intervention publique**

### **II/ Comment les budgets publics permettent-il d'agir sur l'économie ?**

#### **A/ Le fonctionnement des budgets publics**

##### 1) Les dépenses publiques

Document 6 :

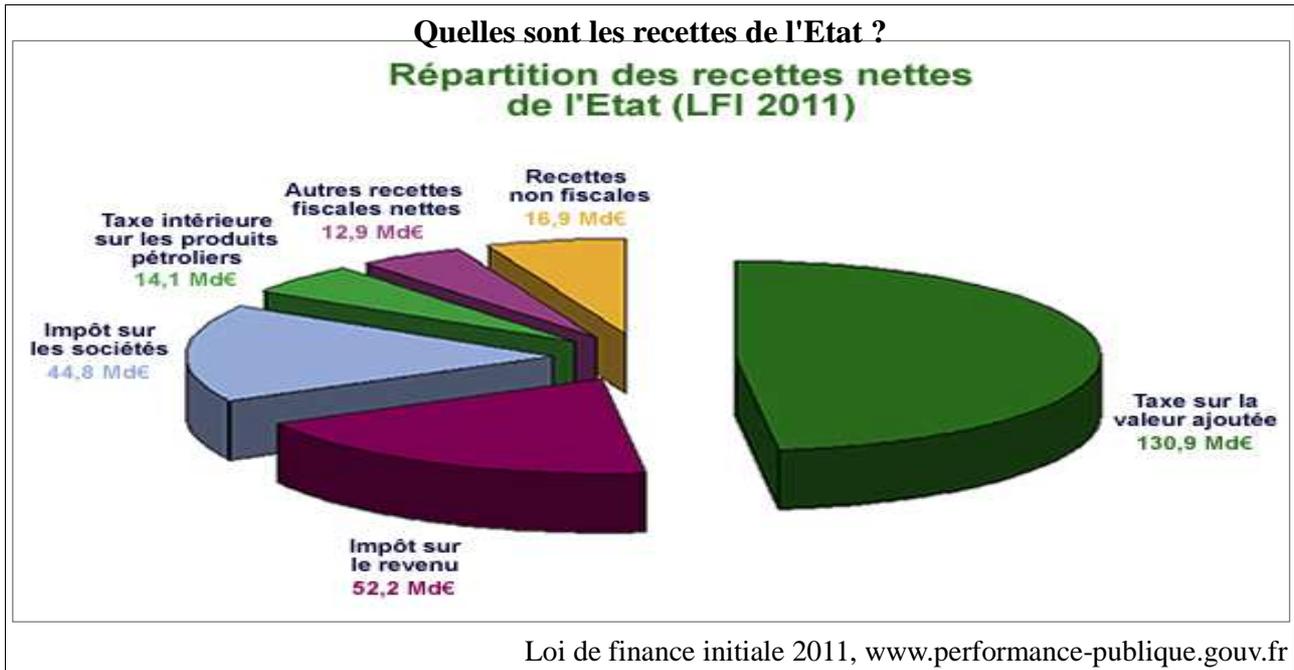


Q1 : Quelles sont les 3 principaux postes de dépenses publiques ?

Q2 : A quoi correspondent les "engagements financiers de l'Etat" ?

## 2) Les recettes publiques

Document 7 :



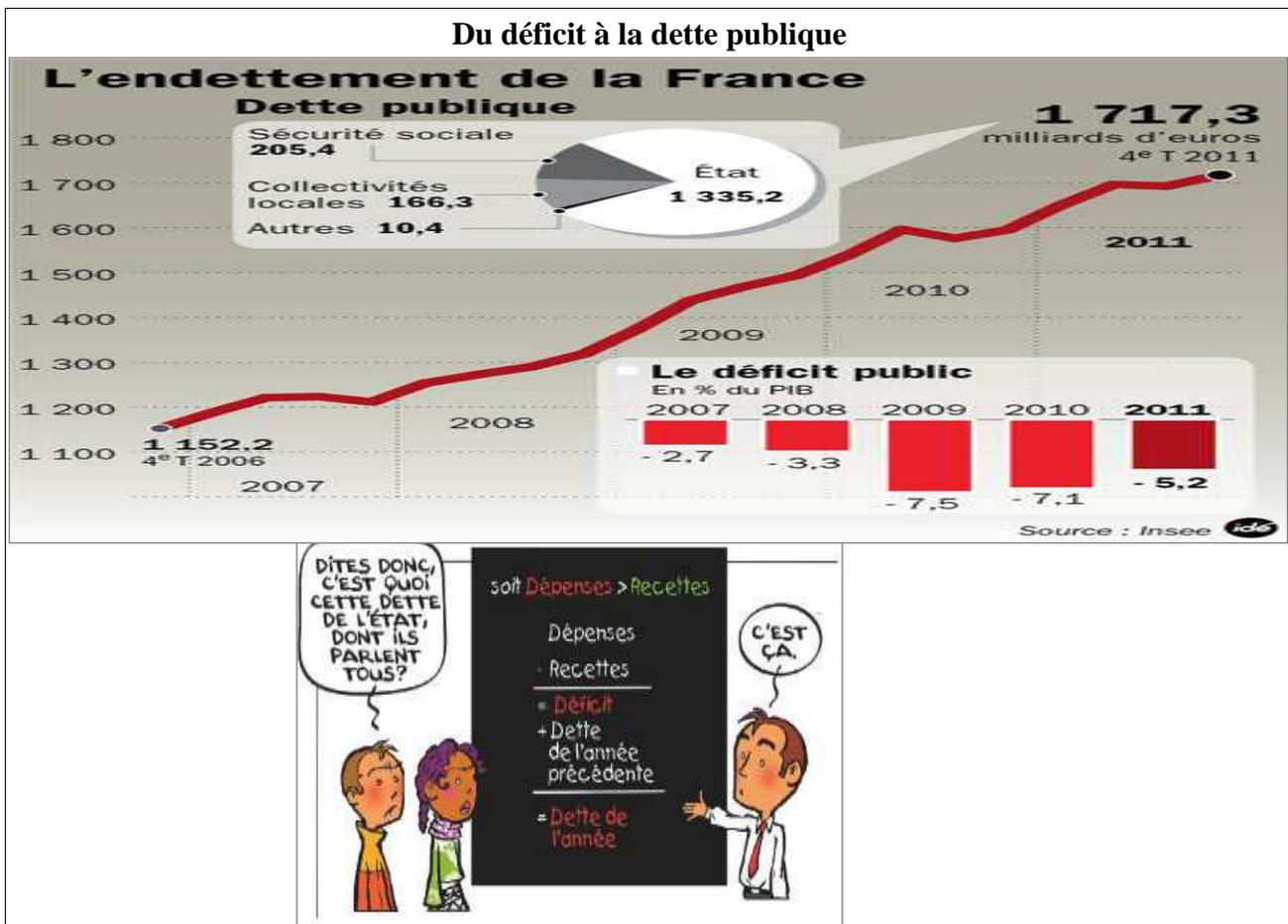
Q1 : Comment définir les prélèvements obligatoires ?

Q2 : Comment distingue-t-on les impôts des cotisations sociales ?

Q3 : Quelle est la différence entre un impôt direct et un impôt indirect ?

## 3) Comment les budgets publics s'équilibrent-ils ?

Document 8 :



Q : En utilisant les notions de flux et de stock, expliquez comment on distingue déficit public et dette publique. Définissez la dette publique.

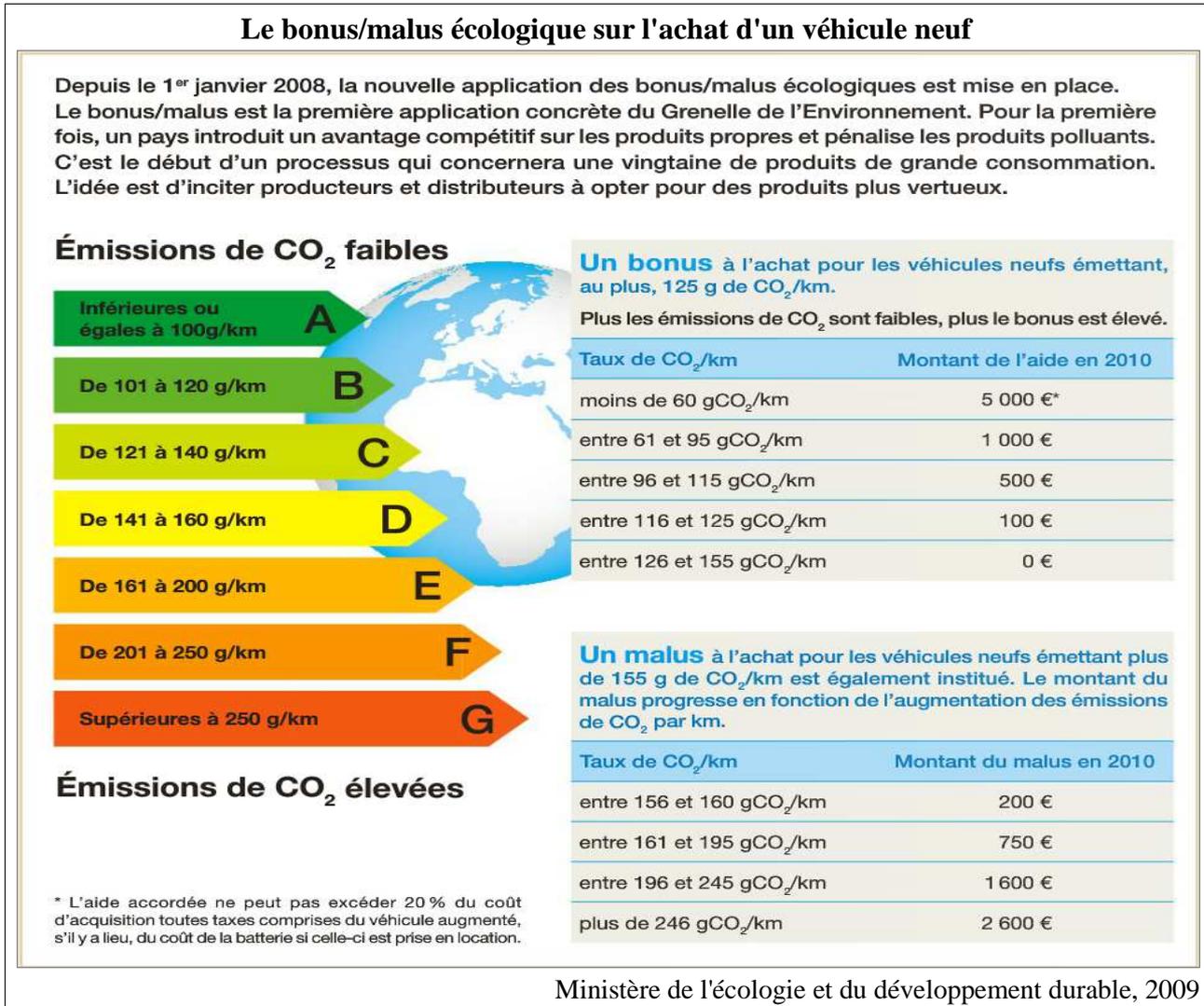
Document 9 : doc. 10 p. 155

Q1 : Pourquoi la dette publique peut-elle être positive pour l'économie ?

Q2 : Qu'est-ce que l'effet boule de neige ?

## B/ Quelle est l'influence des budgets publics sur l'activité économique ?

Document 10 :



Q1 : Vous décidez d'acheter une voiture très polluante émettant plus de 246 gCO<sub>2</sub>/km. Allez-vous bénéficier d'un bonus ou verser un malus ? Précisez quelle est la somme en jeu.

Q2 : Finalement, vous changez d'avis et décidez d'acheter une petite voiture émettant moins de 60 gCO<sub>2</sub>/km. Quel montant allez-vous recevoir ?

Q3 : Quel est l'objectif du bonus/malus écologique ?

### III/ Quelles politiques conjoncturelles ?

#### **A/ Quels sont les grands déséquilibres macroéconomiques ?**

##### 1) L'inflation

Document 11 : graphique p. 158

Q1 : Faites une phrase permettant de lire la donnée pour l'année 1950.

Q2 : Entre 1950 et 2009, quand y-a-t-il eu inflation en France ?

Q3 : Entre 1950 et 2009, citez une année au cours de laquelle il y a eu baisse des prix en France.

Q4 : Entre 1950 et 2009, citez une année au cours de laquelle il y a eu désinflation en France.

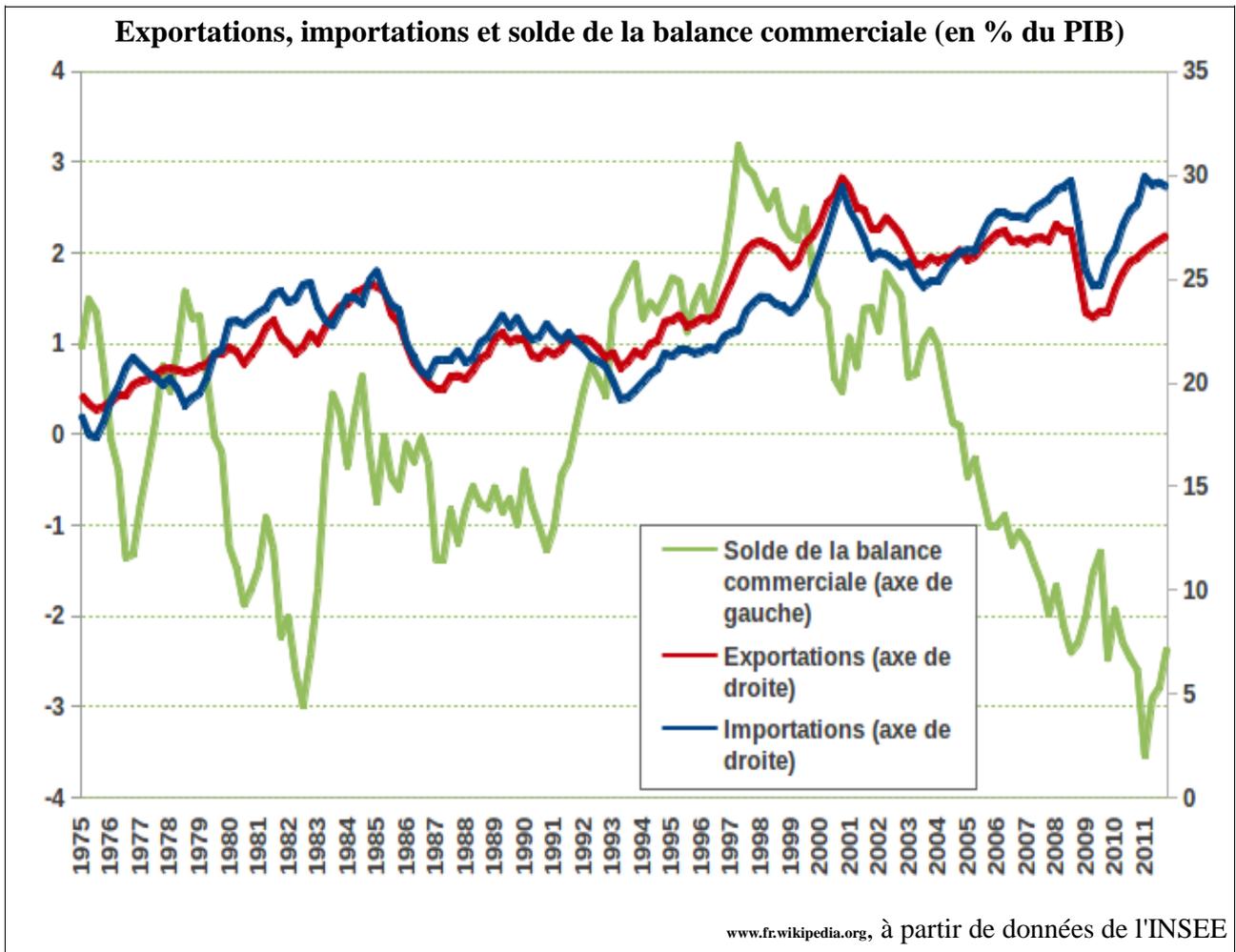
##### 2) Le chômage

Document 12 : vidéo INSEE « Les chiffres du chômage en questions »

Q : Quelle est la différence entre la mesure du chômage par l'INSEE et par Pôle Emploi ?

##### 3) Les déséquilibres extérieurs

Document 13 :



Q1 : Faites une phrase permettant de comprendre le sens des données en 2011.

Q2 : Quelles années les exportations de la France ont-elles été supérieures aux importations ?

## B/ Quels sont les objectifs des politiques conjoncturelles ?

Document 14 :

### **Les objectifs de la politique conjoncturelle**

Traditionnellement, la théorie de la politique économique a retenu quatre objectifs des politiques de stabilisation : croissance, plein emploi, stabilité des prix, équilibre extérieur.

1) La **croissance**. Il s'agit de stimuler le développement de la production et du revenu national considéré comme le garant d'une amélioration du bien-être des individus.

2) Le **plein emploi**. Pour l'économiste, il s'agit d'utiliser au mieux tous les facteurs de production disponibles, c'est-à-dire de les affecter à l'emploi pour lequel ils ont la productivité la plus forte. Pour le politique, cela se ramène le plus souvent au plein emploi du seul facteur travail. Il s'agit alors de réduire le chômage au niveau minimum.

3) La **stabilité des prix**. Il s'agit de limiter le développement de l'inflation. Selon les époques et les pays, la stabilité des prix n'est pas toujours un objectif en soi. En particulier, lorsque la plupart des revenus nominaux (salaires, intérêts, loyers) ont tendance à évoluer parallèlement aux prix (on dit qu'ils sont indexés sur les prix), la majorité des individus tolèrent assez bien une inflation modérée. La lutte contre l'inflation n'apparaît alors comme un objectif que dans la mesure où elle conditionne aussi l'équilibre des échanges extérieurs.

4) L'**équilibre extérieur**. Il s'agit d'équilibrer les entrées et les sorties de biens, de services, de revenus et de capitaux avec le reste du monde.

Jacques Généreux, *Introduction à l'économie*, Le Seuil, 1992.

Q : Quels sont les objectifs de la politique conjoncturelle et comment mesure-t-on chaque objectif ?

Document 15 : doc. 9 p. 149

Q : Décrivez les résultats économiques de la France en 2008. Se rapproche-t-on du carré magique ?

## C/ Les instruments de la politique conjoncturelle : politique monétaire et politique budgétaire

Document 16 :

### **La politique budgétaire : des effets directs sur la production et l'emploi**

L'État (au sens large : ensemble des administrations centrales) constitue habituellement le premier producteur et le premier employeur du pays. Ses choix de production en matière de services publics (police, justice, santé, éducation, défense, sécurité sociale, etc.) ou d'infrastructures (routes, ports, etc.) affectent donc directement le PIB [...]. L'État agit également directement sur l'emploi à travers le recrutement et la formation des fonctionnaires. [...]

En période de récession et de chômage, l'État peut donc stimuler directement la production et/ou l'emploi : création de postes de fonctionnaires, commandes de matériel militaire, travaux publics, etc. La plupart des investissements publics sont susceptibles d'effets d'entraînement pour l'ensemble de l'économie dans la mesure où ils impliquent des commandes d'équipement et de travaux aux entreprises privées. En revanche, confronté à une accélération de l'inflation, l'État peut freiner directement l'activité en réduisant ses commandes à l'économie.

J. Généreux, *Introduction à l'économie*, Seuil, 1992.

Document 17 :

### **La politique budgétaire : des effets indirects sur la production et l'emploi**

Les pouvoirs publics peuvent également agir indirectement sur l'activité économique en influençant la demande de consommation et d'investissement des agents privés. Une augmentation du revenu disponible des agents peut stimuler la demande de biens de consommation, ou d'équipements ; la relance de la production peut favoriser l'emploi et finalement réduire le chômage. Des mesures en sens inverse réduisent le revenu, freinent la consommation des ménages

et peuvent contribuer à la lutte contre l'inflation.

On peut augmenter le revenu disponible des ménages en réduisant les impôts ou en développant les prestations sociales (allocations familiales, pensions de retraite, revenu minimum, etc.). Le pouvoir d'achat et l'incitation à la demande de certains produits peuvent aussi être affectés par la variation des taxes et impôts indirects qui font partie des prix de marché (TVA, taxes sur les alcools, tabac, droits de douane, etc.), ou par la fixation des tarifs publics (télécommunications, énergie, transports collectifs). [...]

Enfin, la fiscalité des différentes sources de revenus (travail, intérêts, dividendes, plus-values, etc.) agit sur l'incitation des agents à travailler et à épargner et sur la façon d'utiliser leur épargne.

Toutes ces interventions peuvent être globales. Dans ce cas, elles concernent l'ensemble des entreprises ou des ménages. Le plus souvent toutefois, elles sont sélectives : elles favorisent telle ou telle catégorie de ménages, telle ou telle catégorie de produits.

J. Généreux, *Introduction à la politique économique*, Seuil, 1993.

*Questions sur les documents 16 et 17 :*

Q1 : Pourquoi la politique budgétaire a-t-elle des effets directs sur la production et l'emploi ?

Q2 : Pourquoi la politique budgétaire a-t-elle des effets indirects sur la production et l'emploi ?

Q3 : Quelles sont les deux options de politique budgétaire à la disposition des Etats ?

## **D/ Les politiques conjoncturelles sont-elles efficaces ?**

Document 18 : doc. 2 p. 166

Q : En expliquant la phrase soulignée, proposez une définition du multiplicateur.

Document 19 : doc. 9 p. 170

Q : Résumez la critique de Milton Friedman du multiplicateur keynésien.

Document 20 :

### **La relance française de 1981 face à la contrainte extérieure**

L'arrivée au pouvoir en mai 1981 d'un gouvernement socialiste est marquée, au niveau économique, par la mise en œuvre d'une politique de relance par le déficit budgétaire.

Il est vrai qu'au début de 1981 la France dispose en matière budgétaire d'une certaine marge de manœuvre, dans la mesure où le déficit des finances publiques est relativement modéré [...].

Compte-tenu de ce contexte, le gouvernement Mauroy estime qu'une relance budgétaire permettrait en 1982 une croissance du PIB de 3,3 %, une croissance des exportations de 4,9 % avec un déficit de la balance commerciale de 61 milliards de francs. La relance de 1981 comprend une panoplie de mesures très différentes : revalorisation du SMIC ; augmentation des prestations sociales ; reprise de l'investissement des administrations ; augmentation des aides au logement et à l'industrie ; création d'emplois publics ; aides à la création d'emploi et au recrutement des jeunes.

Cette politique de relance s'est soldée par un échec : en 1982, la croissance française est de 2 %, les exportations ont diminué de 2,2 % et le déficit de la balance commerciale atteint 96 milliards de francs. La relance a en partie buté sur la contrainte extérieure : elle s'est traduite par une forte augmentation des importations [...], alors même que les exportations sont déprimées par la mauvaise conjoncture mondiale.

Emmanuel Combe, *Précis d'économie*, PUF Major, 2005

Q : Pourquoi la relance de 1981 a-t-elle échoué ?